

AFFAIRE N° 18 - Emprunt de 5 000 000 F à contracter auprès de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales, destiné au financement de l'acquisition de divers terrains.

LE SECRETAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

La présente demande d'emprunt fait suite à celle portant sur la somme de 6 000 000 F pour diverses acquisitions de terrains devant assurer le financement intégral des terrains destinés à la constitution de réserves foncières d'une part, et à la réalisation de travaux de voirie et d'aménagement de parkings, d'autre part.

Au titre des réserves foncières :

- MAS à la Montagne
- FOUCQUE au Brûlé
- FRAPPIER DE MONTBENOIT au Brûlé
- BERTAUD rue Jules Auber.

Au titre de l'habitat social :

- RICHEFEU (II) à Sainte-Clotilde.

Au titre d'équipements socio-éducatifs :

- ADAME MAMODE à la Montagne
- CHANE LAI rampes Ozoux.

Je vous demande, Mesdames et Messieurs, de m'autoriser à solliciter de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales, un second emprunt de 5 000 000 F destiné au financement de diverses acquisitions de terrains, nécessaires à la constitution de réserves foncières, à la réalisation de travaux de voirie et à l'aménagement de parkings.

LE MAIRE - Mesdames et Messieurs, je mets la question aux voix.

Le Conseil Municipal,
Sur le rapport du Maire,
Après en avoir délibéré,
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou de l'une des Caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de 5 000 000 F destiné à financer l'acquisition de divers terrains, et dont le remboursement s'effectuera en 20 années à partir de 1977.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Économie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera 20 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts, calculés au taux indiqué ci-dessus.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera intérêt de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

- 1° - à effectuer dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt,
- 2° - à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé, et en son absence, le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Uu
Pour le Préfet et par délégation
le Directeur des Finances et des Collectivités Locales
Régier: Paul PASTOR
sur copie conforme
St. Denis, le 12 juillet 1976
Le Chef de Bureau délégué
J. LACOSTE